



PRÉFECTURE DE L'ILLE-ET-VILAINE

**DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT  
ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE  
BUREAU DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**N°26821 (modificatif)**

*Prescriptions complémentaires*

**ARRÊTE du 11 FEVRIER 2008**

**Autorisant l'EARL NANTEL à exploiter un élevage de  
volailles au lieudit « Le Chemin Suzin » à  
LA FRESNAIS**

**LE PRÉFET DE LA RÉGION BRETAGNE  
PRÉFET D'ILLE-ET-VILAINE  
Officier de la Légion d'honneur  
Commandeur de l'Ordre national du mérite**

**Vu** la Directive n°96/61/CE du 24 septembre 1996 relative à la prévention et à la réduction intégrées de la pollution ;

**Vu** le livre V – titre 1<sup>er</sup> du code de l'environnement (parties législative et réglementaire) ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 24 décembre 2002 modifié relatif à la déclaration annuelle des émissions polluantes des installations classées soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 29 juin 2004 modifié relatif au bilan de fonctionnement prévu à l'article R 512-45 du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 7 février 2005 fixant les règles techniques auxquelles doivent satisfaire les élevages de bovins, de volailles et/ou de gibier à plumes et de porcs soumis à autorisation au titre du livre V du code de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 1<sup>er</sup> août 2005 établissant les prescriptions minimales à mettre en œuvre en zone vulnérable et modifiant l'arrêté du 6 mars 2001 relatif aux programmes d'action à mettre en œuvre dans les zones vulnérables afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 23 novembre 2005 modifié établissant un 3<sup>ème</sup> programme d'action à mettre en œuvre afin de réduire la pollution des eaux par les nitrates d'origine agricole ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°26821 en date du 22 novembre 1996, modifié par arrêté du 18 septembre 2000, autorisant M. Christian BICHE à exploiter un élevage de volailles au lieudit « Le Chemin Suzin » à LA FRESNAIS ;

**Vu** le récépissé de succession n°30767 en date du 29 janvier 2001 délivré à M. et Mme Jean-Pierre NANTEL ;

**Vu** le récépissé de succession n°31762-1 en date du 14 février 2002 délivré à l'EARL NANTEL ;

**Vu** le dépôt du dossier correspondant au bilan de fonctionnement décennal en date du 18 juin 2007 ;

**Vu** le rapport de l'Inspecteur des Installations Classées en date du 23 octobre 2007 ;

**Vu** l'avis émis par le Conseil Départemental de l'Environnement et des Risques Sanitaires et Technologiques le 4 décembre 2007 ;

**Considérant** que l'exploitation est autorisée pour 48000 poulets ou animaux-équivalents, et qu'à ce titre, elle est concernée par l'application de la directive IPPC 96/61/CE du 24 septembre 1996 (prévention et réduction intégrée de la pollution) traduite en droit français par les arrêtés ministériels des 29 juin 2004 modifié et 24 décembre 2002 modifié, visés ci-dessus ;

**Considérant** que l'article R 512-31 du code de l'environnement sus-visé donne la possibilité aux préfets d'imposer toute prescription complémentaire qu'ils jugent nécessaire à la préservation des intérêts visés à l'article L. 511-1 du même code ;

**Considérant** que les conditions d'aménagement et d'exploitation, telles qu'elles sont définies par l'arrêté d'autorisation en date du 22 novembre 1996 modifié le 18 septembre 2000 et par le présent arrêté permettent de prévenir les dangers et inconvénients de l'installation pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement notamment pour la commodité du voisinage, la santé, la sécurité, la salubrité publique et pour la protection de la nature et de l'environnement.

**Considérant** que conformément aux dispositions de l'article R 512-26 du code de l'environnement, l'EARL NANTEL a été rendue destinataire du projet d'arrêté et qu'elle n'a formulé aucune observation ;

**Sur** proposition de M. le Secrétaire Général de la Préfecture ;

## **ARRETE**

**Article 1<sup>er</sup>** : L'article 1<sup>er</sup> de l'arrêté n°26821 du 22 novembre 1996 modifié autorisant l'EARL NANTEL à exploiter un élevage de volailles au lieudit « Le Chemin Suzin » à LA FRESNAIS, est complété comme suit :

L'installation est soumise aux dispositions de l'arrêté du 29 juin 2004 modifié et du 24 décembre 2002 modifié. L'exploitant **doit déclarer annuellement les émissions d'ammoniac** générées par son élevage dans les conditions fixées par les arrêtés susvisés et **réaliser un bilan de fonctionnement** de fréquence décennal, le prochain devant être transmis en **2017**.

**L'installation est réalisée et exploitée en se fondant sur les performances des meilleures techniques disponibles économiquement acceptables (MTD) telles que définies ci dessous, et en tenant compte de la vocation et de l'utilisation des milieux environnants ainsi que de la gestion équilibrée de la ressource en eau.**

Les meilleures techniques disponibles se définissent comme le stade de développement le plus efficace et avancé des activités et de leurs modes d'exploitation, démontrant l'aptitude pratique de techniques particulières à constituer, en principe, la base des valeurs limites d'émission visant à éviter et, lorsque cela s'avère impossible, à réduire de manière générale les émissions et l'impact sur l'environnement dans son ensemble.

Par « techniques », on entend aussi bien les techniques employées que la manière dont l'installation est conçue, construite, entretenue, exploitée et mise à l'arrêt.

Par « disponibles », on entend les techniques mises au point sur une échelle permettant de les appliquer dans le contexte du secteur industriel ou agricole concerné, dans des conditions économiquement et techniquement viables, en prenant en considération les coûts et les avantages, que ces techniques soient utilisées ou produites ou non sur le territoire, pour autant que l'exploitant concerné puisse y avoir accès dans des conditions raisonnables.

Par « meilleures », on entend les techniques les plus efficaces pour atteindre un niveau général élevé de protection de l'environnement dans son ensemble.

L'exploitant est tenu d'enregistrer ses consommations d'énergie (électricité, gaz...), d'eau, ainsi que l'origine et la destination de ses déchets

## **LES AUTRES ARTICLES SANS CHANGEMENT**

**Article 2** : Le Secrétaire Général de la Préfecture d'Ille-et-Vilaine, le Maire de LA FRESNAIS et l'Inspecteur des Installations Classées, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera notifiée à l'EARL NANTEL, ainsi qu'au Sous-Préfet de ST MALO.

RENNES, le 11 FEVRIER 2008

Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire général,

Franck-Olivier LACHAUD